Initiatives ministérielles

En vertu du projet de loi C-78, les décisions du Cabinet sont exemptées. Le gouvernement a promis que tous les documents soumis au Cabinet auraient une évaluation environnementale, mais que seuls les résumés de cette évaluation seront rendus publics. Nous devons donc faire confiance au Cabinet. Or, nous savons que nous devons pour cela faire preuve d'une confiance quasiment illimitée.

La mesure législative est discrétionnaire, c'est-à-dire que c'est un pas en arrière par rapport aux lignes directrices actuelles qui, selon la décision de la Cour fédérale à propos du projet Rafferty-Alameda, lient le gouvernement. Le député de Skeena a mentionné le témoignage du président actuel du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, un employé du gouvernement, qui disait que le projet de loi C-78 représente un pas en arrière par rapport aux directives actuelles imposées par décret.

Un autre point important, à mon avis, c'est que certaines parties du projet de loi devront faire l'objet de règlements qui n'ont toujours pas été rédigés, et on ne sait même pas clairement quelles mesures législatives seront visées par cette loi et quels types de projets pourraient être exclus. Un exemple parfait de cela nous est donné par les questions posées par le député de Skeena au sujet de l'application de cette mesure législative aux revendications qui ont été acceptées par le gouvernement du Canada, en vertu du processus des revendications globales que connaissent la plupart des députés de cette Chambre. Le député de Skeena a demandé au député de la majorité, en supposant que ces revendications et ces terres soient visées par la présente mesure législative, qui lancerait l'examen de l'évaluation environnementale. Il est certain que ce n'est pas clair dans la mesure. On n'y fait même pas allusion du tout.

Je pense que nous avons un exemple parfait de cela en Colombie-Britannique, où le projet Alcan aura un effet considérable sur la région Carrier Sikanni, pour laquelle une revendication globale a été acceptée par le gouvernement du Canada. Cela signifie-t-il que déjà le gouvernement passe outre à l'intention de sa propre loi?

Il est évident que ce projet de loi devra être considérablement modifié avant de pouvoir faire le travail que nous en attendons.

Deux exemples montrent clairement que le gouvernement n'a pas réussi à réagir réellement à la situation et à agir comme un gouvernement responsable en ce qui

concerne les évaluations environnementales. Le premier vaut la peine d'être répété. J'en ai parlé l'autre jour à la Chambre, mais c'est une question importante qui montre exactement à quoi nous pouvons nous attendre.

Il concerne le Comité des forêts. Quand le ministre des Forêts a comparu devant ce comité, j'ai eu l'occasion de lui poser une question dont je ne soupçonnais pas tout l'intérêt. Comme le gouvernement du Canada est tenu d'évaluer les répercussions environnementales de ses propres programmes, selon les lignes directrices, je lui ai posé la question suivante: «Puisque les ententes de développement forestier sont un élément important des lois et des programmes environnementaux et forestiers du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, avez-vous fait faire une évaluation préparatoire de ces ententes que vous pourriez fournir au comité pour qu'il puisse l'examiner?» J'essayais ainsi d'obtenir la confirmation que ces ententes étaient bonnes pour le Canada.

Le ministre a répondu qu'aucune évaluation n'avait été faite. Cette première réponse était scandaleuse, mais ses fonctionnaires l'ont corrigé en le tirant par la manche et ils lui ont dit qu'il y en avait eu. «Tant mieux», ai-je répondu, «je voudrais les voir. Pourriez-vous les montrer au comité pour qu'il voie comment le gouvernement applique le processus actuel d'évaluation et d'examen en matière d'environnement?»

Le greffier du comité a dû écrire plusieurs fois pour demander ces évaluations. Quelques mois plus tard, le gouvernement, après avoir vérifié dans tous ses classeurs, s'est rendu compte qu'il n'y avait jamais eu d'évaluation initiale, même s'ils avaient prétendu le contraire. Le ministre avait raison pour les mauvaises raisons. Cet exemple montre bien que depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en 1984, le gouvernement n'a pas réussi à suivre ses propres lignes directrices, un décret émanant du Cabinet.

Que ferait-il si ces lignes directrices s'appliquaient aux trafiquants de drogues? Le Cabinet contournerait-il la loi comme il l'a fait pour les évaluations environnementales? Je pense que non et j'espère que non. En tout cas, cet exemple montre l'importance que revêtent le débat sur l'environnement et la question de l'évaluation environnementale.

Nous avons besoin d'en connaître les étapes et les balises, de façon à pouvoir suivre le progrès des différents projets, qu'ils soient dus à l'initiative du gouvernement fédéral, du gouvernement fédéral et des provinces, ou qu'il s'agisse de projets conçus notamment par des entre-